

ENVIRONNEMENT

Une étude de 600 000 euros contre les inondations de la Meuse

ARDENNES Dans la Vallée, elle était plus qu'attendue. L'Epama va lancer en 2021 une étude pour lutter contre les inondations de la Meuse aval et ses affluents, entre Charleville et Givet.

À l'échelle des Ardennes, c'était le dernier tronçon à ne pas encore avoir été traité. L'Epama va lancer une vaste étude pour lutter contre les inondations de la Meuse et ses affluents entre Charleville-Mézières et Givet dès 2021. De Madagascar à Laifour, le port de Monthermé, la rive face au musée de la métallurgie à Bogny, Aubrives, Vireux... les pieds dans l'eau ces trois dernières années. Mais chacun garde en mémoire les inondations de 1995, où plus de 2 500 personnes avaient été évacuées dans la Vallée. Cette crue centennale, et avant elle celle de 1993, avait engendré de multiples dégâts dans le bassin de la Meuse.

L'étude se penchera également sur les affluents de la Meuse et la reconstitution de leur état écologique naturel

Créé dans la vallée, l'établissement public d'aménagement de la Meuse et ses affluents, avait ainsi lancé un gigantesque programme de travaux à Charleville, Warcq et Mouzon pour limiter la montée des eaux dans les années 2000 (80 millions d'euros). La Vallée a certes bénéficié de ces travaux menés en amont ainsi que de la reconstruction des barrages. Toutefois, seule la cité de Méhul a réellement bénéficié de ce premier volet avec la création de berges amovibles.

IDENTIFIER LES POINTS NOIRS

« L'idée, c'est de repérer tous les points d'enjeux liés aux inondations et d'y apporter des solutions, synthétise Sébastien Delahaie, directeur de l'Epama. Pour l'état des lieux, il existe déjà de la matière avec les plans de préventions des risques d'inondation ou les plans communaux de sauvegarde mais il faut recouper les informations. » Le cahier des charges est finalisé, l'appel à candidatures sera lancé fin 2020 ou début 2021 pour recruter un bureau d'études. Une enveloppe de 600 000 euros sera nécessaire tant le sujet est techniquement complexe.

D'autant que l'attente est grande de la part des habitants comme des élus. « Régulièrement, on a effectivement des habitants qui se retrouvent les pieds dans l'eau. Alors, les crues sont moins fortes ces dernières an-



Les inondations de 1995 à Bogny-sur-Meuse. Dans la Vallée, 2 500 personnes avaient dû être évacuées. Archives Angel Garcia

nées, mais ça reste un problème dans les deux Vireux, Haybes, Aubrives ou ailleurs, valide Bernard Dekens, président d'Ardenne Rives de Meuse. C'est aussi un problème en

termes d'urbanisme, car on a des zones inondables sur des secteurs d'habitations ou des zones industrielles. Ça nous bloque aussi. » L'étude ne s'arrêtera pas là puis-

qu'elle englobe également la question de la restauration écologique des affluents de la Meuse. « Si l'on rend au cours d'eau son fonctionnement naturel, il rend des services à

NE PAS ASSOIFFER LES HOLLANDAIS ET LES BELGES

C'est l'autre étude sur la Meuse qui va occuper l'Epama. L'établissement public va lancer une étude sur les conséquences du changement climatique sur le fleuve. Déjà, il se fait ressentir de manière concrète tant sur la biodiversité que les activités humaines de celles et ceux qui vivent aux alentours. Pour rappel, la centrale nucléaire de Chooz a dû s'arrêter totalement du fait de la baisse de débit. « On le sait peu, mais de la Meuse dépend l'approvisionnement en eau potable des habitants et des lieux d'activités économiques en Belgique et aux Pays-Bas. « Dans la région de Bruxelles, c'est plus d'un million de personnes qui en dépendent » ajoute le président de l'Epama, Boris Ravignon. Fruit d'un accord international, une commission internationale régissant la gestion de la Meuse a été créée en 1998 réunissant les autorités belges, françaises et hollandaises. « Lors de l'anniversaire de cette organisation à Charleville, les Hollandais sont venus nous trouver, assez inquiets, concernant la disponibilité de la ressource en eau potable. » Ainsi, cette étude de 200 000 euros permettra de



La Meuse approvisionne aussi nos voisins en eau potable. Archives J.A. faire un état des lieux et surtout de lancer le dialogue... entre Etats. Quelle place pour l'Epama ? « On lance l'étude pour avoir du fond, on ne s'interdit rien. J'espère que l'Etat français qui on peut le dire ne s'est pas très engagé sur ces questions, va prendre en compte par ce biais cette problématique. »

DANS LE SEDANAIS, ON PASSE À LA CONCERTATION

Entre les études techniques en cours et le début de la concertation, le chantier de lutte contre les inondations dans le Sedanais avance. Ardenne Métropole a confié le projet à l'Epama et crédité 22 millions d'euros. Le prochain comité de pilotage a lieu le 23 novembre, une réunion publique est organisée en visioconférence le 10 novembre prochain sur le Frénois, quartier de Sedan particulièrement touché par les inondations. Pour mener à bien la concertation publique, il faudra réfléchir à de nouvelles formes de contact avec le public. Le porte à porte, envoi de documents est évoqué.

l'environnement, égraine M. Delahaie. Il stocke l'eau, la rend au besoin et constitue une réserve de biodiversité. Quand il est dévié ou qu'il connaît un obstacle, le service en est perturbé. » De nombreux affluents ont été aménagés pour subvenir aux besoins de l'industrie qui s'est développée dans la Vallée. Pas question pourtant de partir bille en tête pour détruire chutes d'eau ou reconstituer les lits naturels, il faudra identifier les zones problématiques.

« On a le Viroin à Vireux, la Houille aussi qui connaissent des crues importantes pour lesquelles il y a eu des barrages au début du siècle qui empêchent l'évacuation de l'eau », précise Bernard Dekens. Plus en amont, c'est vers la Semoy que les regards se tournent. Vallées et Plateau d'Ardenne a déjà mené une étude sur le sujet selon laquelle le coût de la restauration écologique de ce cours d'eau avoisinerait les 1,5 million d'euros. « Il nous manque encore les profils qui n'ont pas été inclus, mais ces données (l'étude en général, NDLR) devront être transmises à l'Epama. Ces travaux notamment d'effacement ne se feront pas sur un seul mandat. » Une opération a déjà eu lieu sur le barrage de la Racine à Monthermé en 2018.

« On mise sur du temps long, cela demande une expertise scientifique pointue et de nombreux choix et accords politiques, renchérit Boris Ravignon, président de l'Epama. Vous savez, on met 22 millions d'euros sur le Sedanais et on s'y met maintenant. Nous sommes en recherches de solutions, c'est une page blanche. »

MANESSA TERRIEN